

« La solidarité avec les Afghanes est indispensable, les soutenir dans leur résistance est essentiel.

Nous ne les oublions pas et poursuivons notre vigilance. »

LE CNFF a signé le communiqué du collectif européen, créé il y a 1 an, après la prise de pouvoir des talibans.

Solidarité avec le peuple et les femmes d'Afghanistan, agissons !

Par Collectif*

Un an après la prise du pouvoir par les talibans, l'Afghanistan est à nouveau redevenu un immense enfer pour les femmes où elles ont l'obligation de porter la burqa, d'être accompagnées d'un tuteur dans la rue et presque exclues du monde du travail et de l'éducation. Celles qui manifestent pour leurs droits sont enlevées, emprisonnées et torturées. C'est bien simple, concernant leur condition, le proverbe pachto est appliqué à la lettre : « une femme se trouve soit à la maison, soit au cimetière ». Les collèges et les lycées sont fermés aux filles et les plus chanceuses d'entre elles poursuivent leur scolarité dans des écoles clandestines. De plus, les mariages des petites filles avec des hommes très âgés ont bondi en flèche et dans des zones rurales, il arrive même que certaines se vendent comme du bétail. Bref, les talibans imposent une fois de plus un apartheid sexuel, privant les femmes et les petites filles de leurs droits les plus élémentaires alors qu'elles représentent près de 55 % de la population dans un pays décimé par des guerres successives.

Cette situation catastrophique aurait largement pu être anticipée si la communauté internationale avait tenu compte des avertissements à l'effet que les talibans d'aujourd'hui ne sont que les talibans d'hier. Ceux qui avaient envahi Kaboul en 1996 pour y imposer leur barbarie durant cinq longues années ont été reconduits au pouvoir avec un rare cynisme après y avoir été chassés en 2001. Quel retournement de l'Histoire ! Depuis le désastreux retrait des américains en août dernier, la pire des tyrannies s'est réinstallée.

Cesser les négociations avec les talibans

Dès lors des femmes afghanes sont rentrées en résistance pour mettre en garde le monde sur la nature des nouveaux maîtres de Kaboul. Malheureusement, leurs voix ont été ignorées. Les conséquences sont désastreuses non seulement pour elles mais pour l'ensemble du pays qui a sombré dans une terrible crise humanitaire. Pour s'en sortir, il faudrait d'abord commencer à reconsidérer la condition des femmes et les associer à la table des négociations au lieu de légitimer les talibans par le terme : "autorité de facto". D'ailleurs, on devrait les nommer pour ce qu'ils sont : des terroristes. Mais nous sommes loin du compte.

Malgré toutes les violations des droits humains, le 23 janvier dernier, la Norvège a accueilli, à Oslo, une délégation talibane - exclusivement masculine – de 15 hommes comptant Anas Haqqani (un chef terroriste responsable de plusieurs attentats meurtriers en Afghanistan) pour rencontrer des représentants des États-Unis, du Royaume-Uni, d'Allemagne, de France, d'Italie, de l'Union européenne et de Norvège. Certes toutes les précautions d'usage ont été prises pour indiquer que cette rencontre ne suppose en rien une reconnaissance officielle des talibans. Toutefois, leur porte-parole a indiqué que cette étape n'était que la première de plusieurs autres rencontres avec les pays de l'Union européenne. Quelle honte !

Tant l'accueil à Oslo que les négociations, entre autres, de l'ambassadeur allemand en Afghanistan avec les représentants des talibans ont été des erreurs monstrueuses qui ont directement contribué à la détérioration de la condition des femmes. Par conséquent, ces erreurs ne doivent en aucun cas se répéter. Plus encore, il s'agit, aujourd'hui, de contrer la stratégie des talibans, ce que réclament depuis longtemps les militantes afghanes des droits humains. Toutes les négociations avec les terroristes doivent cesser immédiatement. En d'autres mots, les talibans ne doivent pas être reconnus et l'argent de l'aide humanitaire doit être acheminé par le biais d'ONG indépendantes.

Feuille de route pour l'Afghanistan conforme au respect des droits humains

En termes d'accueil, en Europe, une attention particulière doit être portée au sort réservé aux militantes des droits humains et à leurs familles pour les évacuer en priorité d'Afghanistan, leur offrir la protection nécessaire et veiller à leur intégration.

Plus important encore, une feuille de route devrait être élaborée pour l'avenir de l'Afghanistan avec une vision conforme au respect des droits humains. Les gouvernements de l'Union européenne devraient promouvoir une telle démarche en soutenant la société civile afghane. Car l'exigence de « simplement » redonner aux filles

et aux femmes l'accès à l'éducation et au travail ainsi que rétablir leur liberté de mouvement est, certes, un « progrès » compte tenu de la situation actuelle mais ne peut être envisagée comme un objectif ultime. L'ambition d'une sortie de crise devrait toujours être jumelée avec la nécessité de rétablir et de respecter les droits humains. En ce sens, la privation -même partielle- des femmes de leurs droits constitue une atteinte à leur dignité et à leur intégrité et ne devrait jamais être acceptée !

Nous, femmes européennes, condamnons toute initiative qui légitime ou reconnaît les talibans comme étant l'"autorité de facto". Nous tenons à rappeler à nos gouvernements que les droits des femmes font partie des droits humains universels, inaliénables et non négociables. Nous sommes avec les femmes afghanes qui souffrent et résistent héroïquement. Nous leur témoignons, aujourd'hui, notre solidarité concrète et agissante.

Premières associations signataires

1. ***Afghan Refugee Communitie* in Belgium (Lailuma Sadid)**
2. **Art Cantara asbl (Fery Malek)**
3. **Centre Communautaire Laïc Juif David Susskind (CCLJ) (Emmanuelle Einhorn)**
4. **Centre Européen du Conseil International des Femmes (CECIF) (Viviane Teitelbaum)**
5. **Collectif 13 droits des femmes (Catherine Lecoq)**
6. **Collectif d'accord de ne pas être d'accord (Danièle Perez)**
7. **Collectif Laïcité Yallah (Djemila Benhabib)**
8. **Comité de soutien aux femmes Afghanes du Club L (Nadia Debass)**
9. **Conseil National des Femmes Françaises (CNFF) (Marie-Claude Bertrand)**
10. **Forum femmes Méditerranée (Esther Fouchier)**
11. **International Women in Power (Hourvash Pourkian)**
12. **La Palabre (Khady Koita)**
13. **Les VigilantEs (Christine Le Doaré);**
14. **Libres Mariannes (Laure Caille);**
15. **Ligue du Droit International des Femmes (Annie Sugier) ;**
16. **Migrantinnen für Säkularität und Selbstbestimmung (Naila Chikhi);**
17. **Mouvement Pour la Paix et Contre le Terrorisme (Huguette Chomski Magnis);**
18. **Network of Afghan Diaspora Organisations in Europe-NADOE (Lailuma Sadid)**
19. **Observatoire Féministe des Violences faites aux Femmes (Viviane Teitelbaum)**
20. **Regards de Femmes (Michèle Vianès)**
21. **Réseau Féministe « Ruptures » (Monique Dental)**
22. **Zentralrat der Ex-Muslime Deutschlane (Mina Ahadi)**